



## **OUVRONS LE DEBAT EN PACA !! MANIFESTATION REGIONALE LE 13 AVRIL A 10H00 DE LA DIRECTION REGIONALE AU CONSEIL REGIONAL**

Depuis plus d'un an, le Conseil Régional sacrifie l'entreprise SNCF, les cheminot-e-s et condamne à mort le service public ferroviaire. Mrs Estrosi, Tabarot et Muselier ont un objectif commun : imposer l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs en France et particulièrement en région PACA.

Les méthodes sont douteuses ; calomnies sur les cheminots, monologue lors des conclusions des assises des transports, véritable éloge funèbre du service public ferroviaire ou mise en exergue des difficultés factuelles du TER, sans en expliquer les véritables causes.

Cette politique libérale voulue par la région n'a pas pour objectif d'améliorer la qualité du service mais de plébisciter la mise en place d'un système à « l'Allemande » reportant les usagers du train en clients du bus.

Depuis quelques semaines, le gouvernement a entendu l'appel des anti service public, en tentant d'imposer une réforme ferroviaire qui ne tient pas encore compte du sujet de la dette, avec comme solutions au développement du service public, l'ouverture à la concurrence, la liquidation de la SNCF et des métiers de cheminots.

Face à ces attaques rétrogrades, la riposte ne s'est pas faite attendre. Les cheminot-e-s et l'intersyndicale ont proposé un autre projet de réforme avec de vraies solutions efficaces pour le développement et la qualité du service public ferroviaire. En s'appuyant sur les enjeux du transport ferroviaire, les cheminots revendiquent :

- La reprise de la dette du système ferroviaire par l'Etat sans contrepartie. Celle-ci n'est que la résultante des choix stratégiques de l'Etat, depuis les années 80 ; qu'il doit, aujourd'hui, assumer ! De plus, des financements pérennes doivent être apportés pour assurer le développement du service public ferroviaire (marchandises et voyageurs), notamment pour garantir ses missions d'aménagement du territoire et de continuité territoriale, par la préservation des lignes de proximité, leur régénération et leur développement.
- La relance du transport de marchandises sur rail. Le Fret ferroviaire SNCF ne doit pas être filialisé. Une véritable politique de relance et de report modal doit être décidée, appuyée par des moyens, notamment pour répondre aux enjeux environnementaux. Enfin nous refusons de laisser dépérir l'activité à petit feu comme c'est le cas depuis son ouverture à la concurrence.

- Le statut d'EPIC pour l'entreprise ainsi qu'une organisation de la production unifiée. La SNCF doit rester propriété de la Nation et non objet de tractation et de spéculation financière. D'autant que la directive européenne ne prévoit absolument pas le changement de statut de la SNCF. Une réorganisation complète de la production doit mettre fin au cloisonnement par activités et réactiver une véritable coopération opérationnelle entre les cheminots afin d'assurer le retour à la qualité de service qu'exigent les usagers.
- Par ailleurs, la concurrence est un mauvais système qui se base uniquement sur le dumping social, sans prendre en compte les contraintes techniques de l'exploitation ferroviaire. Elle ne permettra pas le développement du service public ferroviaire. Le gouvernement doit s'appuyer sur les exceptions prévues dans la réglementation européenne. Le statut doit être confirmé comme la règle, y compris pour les futures embauches. Il doit être amélioré ainsi que les droits des contractuels. En effet, les droits des cheminots font partie intégrante de l'équilibre entre droits et devoirs liés au service public c'est pour cela qu'ils doivent être préservés et améliorés.
- Il en va de même pour les garanties sociales. Liées à la Convention Collective Nationale de la branche ferroviaire, elles doivent être revues à la hausse, pour que le patronat ne puisse pas renforcer le dumping social entre l'entreprise publique et les entreprises ferroviaires privées. Les voies ferrées d'intérêt local et la restauration ferroviaire doivent y être intégrées.

Après une manifestation le 22 mars et deux séquences de grèves très suivies, les cheminots ont démontré leur détermination à conserver un service public ferroviaire de qualité. D'ailleurs, la mobilisation est de plus en plus soutenue par les citoyens malgré une désinformation incessante des médias venus à la rescousse du gouvernement.

Pour la troisième séquence de notre mouvement, la **CGT**, l'**UNSA**, **FO-CGT**, la **CFDT** et **SUD RAIL** proposent aux cheminot-e-s d'ouvrir le débat du service public ferroviaire et de l'ouverture à la concurrence en organisant, le 13 avril à 10H00, une manifestation régionale au départ du siège de la Direction jusqu'au Conseil Régional.

Au travers d'une prise de parole commune, nous inviterons le Conseil Régional à participer au débat, lors du colloque du CER « Usagers, citoyens, cheminots le fer en commun » le 16 avril prochain, à 16h30 au réseau canopé à Marseille.

L'occasion de confronter ses idées à celles des usagers et des cheminots !

**UNIS ET DETERMINES, USAGERS, CHEMINOTS  
SOYONS MOBILISES AVEC LES  
ORGANISATIONS SYNDICALES POUR LA  
SUITE DE CE JUSTE COMBAT  
DU SERVICE PUBLIC FERROVIAIRE !!!**



CIToyENS, USAGERS, CHEMINOTS  
**LE FER EN COMMUN**  
COLLOQUE DU LUNDI 16 AVRIL 2018  
Au Réseau Canopé (ex CRDP) - 31 Bd d'Athènes, 13001 Marseille à 16h30

**17H15**  
**THEME 1**  
Le Service public ferroviaire comme ossature du transport.

**18H30**  
**THEME 2**  
Quelle présence humaine pour organiser un service public de qualité?

Collation fraternelle à 20h00

**RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :**  
C.E. des Cheminots PACA - 19 rue Bénédict - 13001 Marseille  
Tél: 04 95 04 27 11 [secretariat@ce-paca.org](mailto:secretariat@ce-paca.org)



Marseille, le 10 avril 2018